«QUELQUE CHOSE DE CONSIDÉRABLE A COMMENCÉ EN TUNISIE...»

Hubert Vedrine

«Quelque chose de considérable a commencé en Tunisie...»

La révolution tunisienne a provoqué une véritable onde de choc dans l'ensemble du monde arabe. Après l'Egypte, voyez-vous le mouvement se propager à d'autres pays? Ce qui a commencé en Tunisie est le début de quelque chose de considérable qui va s'étendre sur des années. Cela concerne le monde arabe, et au-delà tous les pays corsetés par des régimes autoritaires ou devenus insupportables, en Asie centrale, en Afrique, voire dans un pays comme l'Albanie... ailleurs encore. Mais il est encore trop tôt pour dire comment cela va tourner. Les pays arabes sont assez différents. En outre l'hypothèque islamiste n'est pas encore levée: lorsque le Shah d'Iran a été renversé en 1979, la plupart des démocrates, président Carter en tête, pensaient que cela allait faire naître la démocratie en Iran. On sait ce qui s'est passé. Ce précédent pèse, incontestablement, même s'il faut tout faire pour dépasser cette fatalité. La Tunisie est d'ores et déjà entrée dans une phase de transition. Selon vous, le chemin vers la démocratie sera-t-il long? Cela peut prendre des années! Dans l'histoire des pays européens, à travers des révolutions et des contre-révolutions, cela a pris au bas mot un ou deux siècles. Tout va plus vite mais ce n'est toujours pas du café instantané. C'est un processus long, et cela peut déraper. Les Tunisiens ont admirablement franchi les premières étapes. Ils doivent maintenant se mettre d'accord sur les conditions que devront remplir les partis islamistes pour participer aux élections et éventuellement au gouvernement. En fin de compte, on sera tout à fait sûr que la démocratisation est solidement installée lorsque les islamistes, quelque part, auront quitté le pouvoir après avoir perdu des élections. Compareriez-vous les événements actuels à ce qui s'est passé dans l'ancien bloc soviétique après la chute du mur de Berlin? Les similitudes ne sont qu'apparentes. L'URSS dominait alors tout un système. Les attaques des dissidents, de Lech Walesa, de Jean-Paul II, des comités «Helsinki», n'auraient pas suffi à l'emporter s'il n'y avait pas eu le gigantesque fiasco économique, moral et politique du communisme soviétique, et bien sur, Mikhaïl Gorbatchev. A partir de 1986, quand Gorbatchev, maître de l'URSS, a prévenu les dirigeants d'Europe de l'Est qu'il n'emploierait jamais la force pour maintenir leur régime, ils étaient condamnés, même s'ils ne le savaient pas encore. De ce point de vue, la «chute» du mur de Berlin n'a pas été un point de départ mais une conséquence parmi d'autres. Tout cela n'est pas du tout transposable aux événements actuels: aucune puissance totalitaire ne contrôle le monde arabe et ne peut prendre une décision d'ensemble; les forces en présence ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Dans ces conditions, quel doit être le rôle des pays occidentaux? Définissons une stratégie à long terme d'accompagnement constructif et positif pour aider ces transformations à réussir. Faisons-le sans ingérence ni paternalisme. Soyons disponibles pour répondre à leurs demandes. Préparons-nous à un long processus, qui va connaître des coups d'arrêts et des rebonds. Concrètement, par quoi doit se traduire cet «accompagnement»? D'abord par les mots justes au bon moment, pays par pays. C'est la quintessence de la diplomatie. Par des contacts sans exclusive avec toutes les forces en présence. Par des réponses rapides aux demandes éventuelles de tel ou tel pays. N'envoyons pas des experts, des juristes, des constitutionnalistes: les Tunisiens comme les Egyptiens ont tout ce qu'il faut. Sauf s'ils le demandent, bien sûr. Nous n'avons pas non plus à leur dire comment si les Islamistes peuvent ou non participer. C'est à eux de décider. Sur le plan économique, nous pouvons aider (je parle de la Tunisie) en soutenant leur industrie textile, en maintenant les flux touristiques, en concluant la négociation sur le «statut avancé» avec l'Union européenne, en contrebalançant la réaction étroite et apeurée des agences de notation. Cela dépendra des cas: en Egypte, seuls les Américains ont des leviers. N'oublions pas de toute façon que si les pays occidentaux sont toujours riches, influents et puissants, ils ne gouvernent plus le monde (cf. la Chine, les émergents, le G20, etc.). Cela, il faut bien se le mettre dans le crâne. Nous devons changer de ton, de posture, de méthode, de politiques... Dans ce contexte particulièrement mouvant, la menace islamiste vous inquiète-t-elle? Il y a à l'intérieur du monde musulman un gigantesque bras de fer, un affrontement historique, entre des forces modernistes, pas très nombreuses, et une minorité assez forte de fondamentalistes, religieux ou politiques, dont une infime partie dégénère en terroristes. Ces deux camps se battent pour le contrôle de la masse centrale des musulmans. C'est une bataille énorme, qui est loin d'être finie. Il serait bien naïf de l'ignorer. A titre personnel je pense plutôt que les modernistes finiront par l'emporter, mais quand? Le monde arabe et musulman a le sentiment qu'il a vécu un siècle «pour rien». Le modernisme des années 1930 (Egypte, Iran, Afghanistan) n'a pas marché. Pas plus que le nationalisme, le nassérisme ou le libéralisme. Une partie du monde arabe s'est donc repliée sur ses valeurs profondes, sur l'Islam, convaincue qu'il n'y a pas d'alternative. C'est tout l'enjeu de ce qu'ils ont entrepris: démontrer qu'il y a une autre alternative. Nous avons intérêt à ce que cela soit vraiet à agir dans ce sens! A vos yeux, quelles sont aujourd'hui les principales menaces pour la planète? La seule vraie menace pour l'ensemble de l'humanité, c'est le compte à rebours écologique. L'Europe s'est focalisée sur le changement climatique. Les Etats-Unis, non. Ni les pays émergents, qui contestent nos injonctions, au nom d'une sorte de rancune historique. Mais, il y a aussi l'effondrement de la biodiversité. Les gens ne font pas le lien entre leur propre sort et la disparition de telle ou telle espèce, alors que pour les scientifiques, nous vivons le début d'une «sixième extinction». Plus l'effet des pesticides, les pénuries d'eau potable, et autre. Il faut dépasser notre système économique prédateur, flanqué d'un peu de croissance verte. La réponse, c'est une «écologisation du monde», qui transformera en vingt ou trente ans l'industrie, l'agriculture, l'habitat, l'énergie, les transports, la construction... Vous parliez à l'instant de la fin du monopole occidental. Elle suppose un nouvel ordre mondial, du fait de l'émergence d'autres puissances. Comment faire fonctionner ce système «multipolaire»? Il n'y a pas de vrai «système», ou alors très instable. Il n'y a ni architecte, ni ingénieur global. Le droit international parle d'un monde multilatéral entre 192 Etats souverains et égaux. Vision idéale. L'Europe est ingénue, elle croit beaucoup à la «communauté internationale». Le monde des Bisounours en quelque sorte! Mais le monde multipolaire est un monde de compétition économique et stratégique effrénée. Si les Etats-Unis restent la première puissance, et plus « l'hyperpuissance « que j'avais photographiée dans les années 1990, il y a maintenant la fusée chinoise, mais aussi l'Inde, toujours le Japon, même stagnant, le Brésil, la Russie qui veut revenir, l'Europe peut-être, si les Européens se mettent d'accord. Mais ce sont des pôles qui ne sont pas au même niveau. La Russie est plutôt en train de surnager qu'émerger. Derrière, il y a plus d'une vingtaine de puissances émergentes très dynamiques. Comme le disent Brent Scowcroft et Zbigniew Brzezinski, c'est la première fois dans l'histoire du monde que tous les peuples sont politiquement actifs. Personne ne gère tout cela! Bien sûr l'existence du G20 est une bonne chose. Mais ce n'est qu'une enceinte (ou une arène), pas le gouvernement du monde. En son sein la compétition continue, et les rapports de force sont omniprésents. Au final, l'équilibre des forces ne se résume-t-il pas au G2, autrement dit à un face à face entre la Chine et les Etats Unis? C'est plus compliqué que cela. Quelle que soit leur puissance, la Chine et les Etats-Unis peuvent empêcher les autres, de leur imposer quelque chose, mais ne peuvent pas non plus imposer leur volonté propre au reste du monde. Malgré sa croissance phénoménale, la Chine aura des problèmes, et son revenu par habitant reste très loin de celui des Occidentaux. En outre, qui peut dire ce que sera son régime politique dans vingt ans? En fait, les deux pays sont plutôt liés par leurs problèmes communs, leur dépendance mutuelle plus ou moins conflictuelle, que par une capacité à gérer les affaires du monde... Que pèse l'Europe dans ce nouveau paysage géopolitique? Sur le papier beaucoup. Mais les Européens ne sont pas clairement d'accord entre eux sur ce que l'Europe doit devenir. Le débat est extrêmement confus. On voit se creuser un fossé entre d'un côté des élites économiques plutôt fédéralistes – et bien relayées dans les médias –, et de l'autre, un public qui renâcle. Entre les deux: des gouvernements prudents qui veillent à leurs intérêts – voyez Mme Merkel qui entend définir les règles de la zone euro. Les élites ne voient qu'une issue : «Toujours plus d'Europe!» Cette fuite en avant est vouée à l'échec. Tous les citoyens d'Europe souffrent déjà d'un sentiment de dépossession démocratique. Ils n'acceptent pas de nouvelles pertes de souveraineté au profit de «l'Europe», en fait des marchés mais ils peuvent accepter plus d'exercice de la souveraineté en commun pour que l'Europe défende mieux leurs intérêts dans la grande bataille du monde. Quand tous les dirigeants européens y compris à Bruxelles le comprendront-ils? Quelles solutions préconisez-vous pour répondre à ces attentes? L'Europe est devenue anxiogène. Pour inverser cette tendance, il faut trois clarifications. Sur le plan institutionnel, une pause. Nous ne ferons pas les «Etats-Unis d'Europe» car les peuples européens, eux, sont différents. L'Europe est une confédération d'Etats/Nations si l'on raisonne à 27, et une fédération d'Etats nations pour la zone euro. Dans ce cadre-là, efforçons-nous de définir des politiques économiques communes, harmonisées. Définissons des politiques et des projets nouveaux, dans des domaines concrets. Il faudra ensuite stabiliser géographiquement l'Union européenne. Vivre dans un ensemble gazeux qui se dilate à l'infini est angoissant! On pourrait fixer sans attendre la liste des pays qui ont encore vocation à adhérer – dont la Turquie, si elle est prête un jour, puisque l'on a ouvert des négociations avec elle –, et définir une fois pour toutes les limites. Quand cela sera fait, l'élargissement sera terminé et «l'Europe» sera constituée. Enfin il faut clarifier la place de l'Europe dans le monde. Que voulons-nous? Etre une grosse ONG multipliant les déclarations sur les droits de l'homme et distribuant de l'aide? Ou une puissance? Une puissance bien sûr! Un des pôles du monde. Les dirigeants européens doivent faire admettre cette idée, ce projet, et le mettre en pratique.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net
Homepage > Publications > «Quelque chose de considérable a commencé en

Tunisie…»

08/02/2011